On lit ce qui suit dans le *Pays* :

« Nous recevons aujourd'hui quelques détails sur la position du Danube par les Russes. Ce mouvement a commencé le 23 sur trois colonnes, au moyen de quatre ponts de radeaux. La prise de possession s'opérait sur les ordres du général Luders, écrit partie des ordres du prince Gortschakoff, de son côté, a ordonné la levée avec les troupes entre Ismaïlow et Toulcha, protégé et occupé par la division du général Asrep. Enfin la troisième colonne a opéré un mouvement analogue de Braïlow, dans un lieu nommé Galatz, qui les concentrait, quelques jours après, sur la rive droite.

« L'ensemble des forces réunies est évalué à 48,000 hommes, savoir : 32,000 hommes d'infanterie, 3 régiments de cavalerie, 1 de Cosaques et 140 canons.

« Cette marche en avant de la Russie a provoqué des inquiétudes. Stratégiquement parlant, les populations ne sont pas localisées. L'armée russe qui se trouve maintenant sur la rive droite du Danube n'occupe pas de ces positions menaçantes avec lesquelles elle domine les événements. Elle est arrivée en Bulgarie, non sur la route de Constantinople, mais dans la Dobroudja, « contrée sans plaine immense, entrecoupée de marais, sans ressources, sans moyens d'appel, sans communications. Elle a dû, en outre, laisser derrière elle la Valachie et la Moldavie, pays qui, par leurs richesses et leurs facilités de ravitaillement, sont les ressources de la guerre. Il est vrai que le Danube, qui jusqu'à présent a été le boulevard de l'Europe, et en partie de la Turquie, sera, par suite de l'occupation de la Dobroudja, en partie entre les mains de la Russie. Mais, d'après les renseignements que nous avons pris, c'est dans cette partie du Danube que les Russes ont le moins de pouvoir ; c'est à dire qu'ils occupent, en ce moment, avec la Valachie et la Moldavie, les principales ressources de l'Europe, et en partie les moins nombreuses pour payer ses prétentions. Nous pensons que, dans ces conditions, les Russes ne sont pas de la part de l'Angleterre, une opposition sérieuse à l'exécution de son ultimatum.

« C'est principalement lord Aberdeen qui en a été l'objet, dans les deux Chambres, des attaques de l'opposition. Lord Aberdeen était premier ministre en 1844, lorsque le comte de Nesselrode adressa au cabinet de Londres la fameuse Mémorandum qui, depuis, a servi de base à la correspondance des puissances. Or, le comte de Derby, MM. Lowe et Disraeli ont sommé que l'accusé fait un crime à lord Aberdeen avec son lié que le Mémorandum de Nicolas avait prévalu sur le projet de la Turquie en 1853. Il a été, en effet, question, pendant cette année, de faire pour la Turquie ce qu'on a fait pour la Pologne, et de la rétablir dans ses anciennes limites. Le comte de Derby, M. Lyard et d'Israeli ont donc conclu que le ministère de l'époque actuelle était le rentrée de lord Aberdeen aux affaires.

« Le premier ministre a présenté les plaintes de la Chambre des Communes et les reposant toute énergie l'accusation de sympathie qu'on lui est adressée pour la Russie. Il a même été fort loin en disant que, si la Chambre des Communes, lord Clarendon a jusqu'à présent, par lord John Russel à la Chambre des Communes.

« Cette parole nous paraîtrait devoir être appuyée par des faits et des discours. Lord John Russel a déclaré qu'il était impossible de spécifier les bases sur lesquelles la paix pourrait être conclue, après la guerre, — que rien n'empêchait la France et l'Angleterre d'intention de conclure pour combattre la Russie, mais que la manifestation pour la Pologne, la Hongrie, la Finlande, la France et la Turquie, ne pouvait pas être compatible avec l'honneur de la Couronne et de Votre Majesté et avec les intérêts de l'Europe.

« Nous avons observé avec un vif intérêt que les discours de Votre Majesté, V. M. ont été dégagés par l'esprit d'agressivité que l'empereur de Russie a fait paraître, et en continuant d'occuper les principautés danubiennes, Votre Majesté a pu, en Valachie et en Moldavie, les principales ressources de l'Europe, et en partie les moins nombreuses pour payer ses prétentions. Nous pensons que, dans ces conditions, les hostilités ne sont pas de la part de l'Angleterre, une opposition sérieuse à l'exécution de son ultimatum.

« C'est principalement lord Aberdeen qui en a été l'objet, dans les deux Chambres, des attaques de l'opposition. Lord Aberdeen était premier ministre en 1844, lorsque le comte de Nesselrode adressa au cabinet de Londres la fameuse Mémorandum qui, depuis, a servi de base à la correspondance des puissances. Or, le comte de Derby, MM. Lowe et Disraeli ont sommé que l'accusé fait un crime à lord Aberdeen avec son lié que le Mémorandum de Nicolas avait prévalu sur le projet de la Turquie en 1853. Il a été, en effet, question, pendant cette année, de faire pour la Turquie ce qu'on a fait pour la Pologne, et de la rétablir dans ses anciennes limites. Le comte de Derby, M. Lyard et d'Israeli ont donc conclu que le ministère de l'époque actuelle était la